

# ANNEXE 3

MODÈLE DE DOCUMENT ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 1221-38 DU CODE DU TRAVAIL

## INFORMATIONS PRINCIPALES RELATIVES À LA RELATION DE TRAVAIL DÉLIVRÉES AU SALARIÉ AU PLUS TARD DANS UN DELAI DE 30 JOURS A COMPTER DE LA DATE D'EMBAUCHE

Le présent document vous est remis pour vous informer des règles et conditions essentielles d'exercice de vos fonctions, en application de l'[article R. 1221-34 du code du travail](#).

### I. Travail temporaire

Nom ou raison sociale de l'entreprise utilisatrice : [...]

Numéro SIRET de l'entreprise utilisatrice ou toutes autres références équivalentes : [...]

### II. Formation professionnelle

Actions mises en œuvre ou prévues par l'employeur au titre de son obligation en matière de formation, conformément à l'article L. 6321-1 du code du travail : [...]

### III. Congé payé

**La durée du congé payé** : [...], conformément aux articles L. 3141-3 et L. 3141-6 à L. 3141-11 et L. 3141-21 à L. 3141-23 du code du travail ou à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**Les modalités de calcul de la durée du congé payé** [...], conformément aux articles L. 3141-4 et L. 3141-5 du code du travail et à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

### IV. Rupture du contrat

**En cas de licenciement pour motif personnel et de licenciement dans le cadre d'un accord de performance collective**, la procédure à observer par l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1232-2, L. 1232-3, L. 1232-4, R. 1232-1, R. 1232-2, R. 1232-3 du code du travail, aux articles L. 1232-6, L. 1235-2 et R. 1232-13 du code du travail et à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de licenciement individuel pour motif économique et de licenciement collectif de moins de dix salariés** dans une même période de trente jours pour motif économique, la procédure à observer par l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1233-11, L. 1233-12, L. 1233-13, L. 1233-15, L. 1233-16, L. 1233-17, L.

1235-2 et R. 1233-2-2 du code du travail et le cas échéant à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de licenciement collectif de dix salariés ou plus** dans une même période de trente jours pour motif économique, la procédure à observer par l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1233-38, L. 1233-39, L. 1233-42, L. 1233-43, L. 1235-2 et R. 1233-2-2 du code du travail et le cas échéant à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de démission**, la procédure à observer par le salarié est fixée conformément à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de mise à la retraite**, la procédure à observer par l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1237-5 et L. 1237-7 et à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de départ volontaire à la retraite**, la procédure à observer par le salarié est fixée conformément à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**En cas de rupture conventionnelle individuelle**, la procédure à observer par le salarié et l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1237-11, L. 1237-12, L. 1237-13, L. 1237-14 et L. 1237-15 du code du travail.

**En cas de rupture dans le cadre d'un congé de mobilité**, la procédure à observer par le salarié et l'employeur est fixée conformément aux articles L. 1237-18, L. 1237-18-1, L. 1237-18-2, L. 1237-18-3, L. 1237-18-4.

**En cas de rupture du contrat de travail d'un commun accord** dans le cadre dans le cadre d'un accord collectif portant rupture conventionnelle collective, la procédure à observer par l'employeur et le salarié est fixée conformément aux articles L. 1237-19-1, L. 1237-19-2, L. 1237-19-3 et L. 1237-19-4 du code du travail et lorsque la rupture intervient dans le cadre d'un congé de mobilité, aux articles L. 1237-18, L. 1237-18-1, L. 1237-18-2, L. 1237-18-3, L. 1237-18-4.

**En cas de rupture du contrat d'apprentissage**, la procédure à suivre par l'employeur et le salarié est fixée conformément aux articles L. 6222-18, L. 6222-18-1, L. 6222-19, R. 6222-21, D. 6222-21-1 et R. 6222-23 du code du travail.

**La rupture du contrat de travail d'un salarié bénéficiant du statut protecteur au titre des mandats internes** mentionnés aux articles L. 2411-2 à L. 2411-14, L. 2411-17, L. 2412-2 à L. 2412-8, L. 2412-10, aux 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> et au 10<sup>o</sup> de l'article L. 2413-1 du code du travail est soumise à l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail. Dès lors que l'employeur a connaissance qu'un salarié bénéficie du statut protecteur au titre d'au moins un de ces mandats, il lui transmet la procédure adéquate.

**La rupture du contrat de travail d'un salarié bénéficiant du statut protecteur au titre des mandats externes** mentionnés aux articles L. 2411-15 et L. 2411-16, L. 2411-18 à L. 2411-25, L. 2412-9, L. 2412-11 à L. 2412-16, au 9<sup>o</sup> et au 11<sup>o</sup> à 15<sup>o</sup> de l'article L. 2413-1 ainsi qu'à l'article L. 2234-3 du code du travail est soumise à l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail. Dès lors que le salarié détenteur d'au moins un de ces mandats en informe son employeur, ce dernier lui transmet la procédure adéquate.

Ces modalités relatives à la communication de la procédure adéquate s'appliquent si le salarié bénéficie du statut protecteur au titre d'un mandat non visé dans le code du travail.

**Durée du préavis éventuel :** [...], conformément aux articles L. 1234-1, L. 1234-15, L. 1234-16, L. 1234-17, L. 1234-17-1 du code du travail ou à l'article [...] de la convention ou de l'accord collectif [...]

**Documents de fin de contrat** que doit remettre l'employeur au salarié lors de la rupture du contrat : certificat de travail conformément à l'article L. 1234-19 du code du travail, reçu pour solde de tout compte conformément aux articles L. 1234-20 et D. 1234-7 du code du travail et attestation d'assurance chômage conformément à l'article R. 1234-9 du code du travail.

**Recours du salarié :** le salarié voulant contester devant la juridiction prud'homale la rupture du contrat de travail dispose d'un délai de douze mois à compter de la notification de la rupture du contrat de travail conformément à l'article L. 1471-1 du code du travail.

## **V. Conventions et accords collectifs**

Liste des conventions et accords collectifs applicables au salarié :

## **VI. Protection sociale**

**Régimes obligatoires** auxquels est affilié le salarié :

**Régime général**, régime agricole ou régime spécial pour tous les risques de base (maladie, maternité, paternité, accidents du travail, invalidité, autonomie, vieillesse) : [...]

**Chômage :** [...]

**Régime de retraite complémentaire :** [...]

**Contrats de protection sociale complémentaire** (notamment prestations destinées à couvrir des frais de santé, prestations destinées à couvrir les risques d'incapacité, d'invalidité, d'inaptitude, de perte de revenu en cas de maternité, ou encore prestations de retraite supplémentaire) : [...]

**Date de remise du document :**